

(N° 177.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1925.

Projet de loi

fixant les conditions dans lesquelles il pourra être procédé au rapatriement des victimes de la guerre en conformité des dispositions de l'article 225, alinéa 3, du Traité de Versailles (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GOLENVAUX.

MESSIEURS,

Le Traité de Paix de Versailles, conclu entre les Puissances Alliées et Associées et l'Allemagne le 28 juin 1919, stipule, dans ses articles 225 et 226, les règles qui doivent guider les parties contractantes relativement aux sépultures militaires.

Nous nous permettons de les rappeler.

ART. 225.

Les Gouvernements Alliés et Associés et le Gouvernement allemand feront respecter et entretenir les sépultures des soldats et marins inhumés sur leurs territoires respectifs.

Ils s'engagent à reconnaître toute Commission chargée par l'un ou par l'autre des Gouvernements Alliés et Associés, d'identifier, enregistrer, entretenir ou élever des monuments convenables sur lesdites sépultures et à faciliter à cette Commission l'accomplissement de ses devoirs.

Ils conviennent, en outre, de se donner réciproquement, sous réserve des prescriptions de leur législation nationale et des nécessités de l'hygiène publique, toutes facilités pour satisfaire aux demandes de rapatriement des restes de leurs soldats et de leurs marins.

(1) Projet de loi, n° 143.

(2) La Commission, présidée par M. de Liedekerke, était composée de MM. Berloz, Buyl, De Bue, Debunne, de Liedekerke, Fischer, Golenvaux, Jourez (Léon), Poncelet.

ART. 226.

Les sépultures des prisonniers de guerre et internés civils, ressortissants des différents États belligérants, décédés en captivité, seront convenablement entretenues dans les conditions prévues à l'article 225 du présent Traité.

Les Gouvernements Alliés et Associés, d'une part, et le Gouvernement Allemand, d'autre part, s'engagent en outre à se fournir réciproquement :

1° La liste complète des décédés avec tous renseignements utiles à leur identification ;

2° Toutes indications sur le nombre et l'emplacement des tombes de tous les morts enterrés sans identification.

Des règles absolument identiques se trouvent inscrites dans les autres Traités de Paix auxquels a participé la Belgique. C'est ainsi que les articles que nous venons de transcrire sont textuellement répétés :

1° Dans le Traité de Saint-Germain-en-Laye conclu avec l'Autriche, le 10 septembre 1919, aux articles 146 et 147 ;

2° Dans le Traité de Neuilly-sur-Seine, conclu avec la Bulgarie, le 27 novembre 1919, aux articles 171 et 172 ;

3° Dans le Traité de Trianon, conclu avec la Hongrie, le 4 juin 1920, aux articles 155 et 156.

Les principes admis, en la matière, s'appliquent donc pour toutes les sépultures des soldats et marins alliés ou ennemis, ainsi que des prisonniers de guerre et internés civils décédés en captivité.

La Belgique doit s'y conformer pour les tombes de ressortissants alliés ou ennemis situés sur son territoire ; comme les puissances alliées ou ennemies doivent les observer pour les restes de nos concitoyens inhumés dans leur sol.

Le présent projet de loi a pour but de régler le rapatriement des corps des victimes de la guerre mondiale inhumées en Belgique.

Il stipule qu'il sera effectué sur autorisation du Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène qui aura à déterminer les conditions de transport et à donner lui-même les permis d'exhumation.

Les autorités communales ne pourront donc invoquer leurs prérogatives légales pour mettre des entraves aux exhumations sollicitées par les familles des victimes.

C'est en vertu de sentiments de piété patriotique et familiale et de respects dus aux morts de la Grande Guerre, que le projet de loi interdit aux communes d'appliquer à ces transports funèbres les taxes généralement autorisées sur les exhumations. Elles pourront seulement réclamer le remboursement des dépenses qui leur seraient réellement occasionnées.

Comme on ne l'ignore pas, la question a été en grande partie et très aisément résolue avec les puissances qui combattirent avec nous et pour nous.

Le service des sépultures militaires, dépendant du Département de la Défense Nationale, s'est appliqué, en vertu de conventions administratives, soit à concentrer les restes des soldats français, anglais et italiens enterrés en Belgique, dans des cimetières communs ou spéciaux, soit à rapatrier ceux réclamés par les familles.

Les communes ont été averties par circulaires administratives des conditions de gratuité dont nous parlions plus haut et s'y sont toutes conformées sans la moindre difficulté, heureuses de remplir un devoir de reconnaissance vis-à-vis de nos défenseurs alliés.

Il importait de prendre une mesure législative pour éviter qu'en cas de transport funèbre et d'exhumation d'ennemis, mal informés des engagements pris par la Belgique dans les Traités de Paix, nos administrations locales ne soulèvent des difficultés.

Le principe qui domine la question est d'ailleurs la réciprocité. Le Département de la Défense Nationale insiste sur le vote urgent des dispositions légales nous soumises, parce qu'il est sur le point de procéder tout prochainement au rapatriement des corps de 3,000 Belges, militaires et civils, enterrés en Allemagne.

On aura remarqué que le Traité de Versailles mentionne les obligations des contractants, relativement au respect et à l'entretien des tombes des soldats et marins, ainsi qu'aux facilités à accorder au rapatriement de leurs restes. Pour les prisonniers de guerre et internés civils, il se contente de stipuler seulement l'obligation de l'entretien convenable des sépultures et l'entr'aide pour les identifications.

La question semblait donc se poser à première vue si le rapatriement de ces prisonniers de guerre et internés ne souffrirait pas de difficultés.

Cette question est résolue dans le sens le plus favorable. On a partout reconnu qu'il importait d'assimiler complètement aux militaires les autres victimes de la guerre.

La loi allemande du 11 août 1922 nous donne à ce sujet la plus entière satisfaction. Nous en donnons ici une traduction; on verra que le projet soumis par le Gouvernement à notre examen en est une équitable et loyale réplique.

Elle est conçue comme suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Etats ex-ennemis doivent être autorisés à transférer dans leur patrie ou dans des cimetières collectifs en Allemagne les corps de leurs ressortissants de l'armée et de la marine ainsi que ceux de leurs internés civils qui ont été enterrés sur le territoire du Reich pendant la guerre mondiale.

ART. 2.

Ni le Reich, ni les Etats, communes, paroisses, institutions ou établissements ne pourront percevoir des frais ou taxes pour l'exhumation, le transport et la réinhumation des corps. Les dépenses réellement occasionnées sont seules susceptibles d'être remboursées.

Les contrats passés entre les autorités citées à l'alinéa précédent et des entreprises d'inhumations, qui accordent à ces dernières des droits quelconques en ce qui concerne les exhumations, etc., ne sont pas applicables aux translations prévues par la présente loi.

On ne peut faire valoir des demandes d'indemnités pour la perte des revenus visés par les dispositions qui précèdent.

ART. 3.

L'autorisation du Ministère de l'Intérieur du Reich (Bureau central de renseignements pour les militaires disparus et les sépultures militaires) suffit pour la délivrance des permis de transport requis pour la translation des corps.

Mais la question n'est pas posée vis-à-vis de l'Allemagne seule. Les divers traités, comme nous l'avons vu la posent non seulement vis-à-vis de nos Alliés, mais encore vis-à-vis de nos autres ennemis pendant la guerre mondiale.

Nous ne devons pas oublier notamment que sur l'ancien territoire autrichien, comme en Russie nous avons des frères tombés au champ d'honneur.

Il importait donc de donner à la loi un caractère tout à fait général et de ne pas sembler la faire découler de l'application du seul Traité de Versailles, comme le dit erronément l'intitulé du projet.

Nous vous proposons donc, d'accord en cela avec le Département de l'Intérieur et de l'Hygiène, qui a reconnu le bien fondé de nos observations, de modifier le titre de la loi comme suit :

Loi fixant les conditions dans lesquelles il pourra être procédé au rapatriement des corps des victimes de la Grande Guerre en conformité des dispositions *des Traités de Paix*.

Sous le bénéfice de cette seule modification votre Commission spéciale vous convie unanimement à voter le projet.

Le Rapporteur,

FERNAND GOLENVAUX.

Le Président,

P. DE LIEDEKERKE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp

tot bepaling der voorwaarden, waaronder tot het repatriëren van de lijken der oorlogsslachtoffers kan overgegaan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 225. alinea 3, van het Verdrag van Versailles ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **GOLENVAUX**.

MIJNE HEEREN,

Het Vredesverdrag van Versailles, tusschen de Geallieerde en Geassocieerde Mogendheden en Duitschland gesloten den 28ⁿ Juni 1919, bepaalt, bij de artikelen 225 en 226, welke regelen de contracteerende partijen moeten in acht nemen in zake militaire begraafplaatsen.

Wij zijn zoo vrij, ze in herinnering te brengen.

ART. 225.

De Verbonden en Geassocieerde Regeeringen en de Deutsche Regeering zullen de begraafplaatsen van de soldaten en matrozen, onderscheidenlijk op hunne grondgebieden begraven, doen eerbiedigen en onderhouden.

Zij verbinden er zich toe elke Commissie te erkennen, door de eene of de andere der Verbonden of Geassocieerde Mogendheden belast met het erkennen, het inschrijven, het onderhouden of het oprichten van behoorlijke gedenkteekens op gezegde begraafplaatsen, en die Commissie in het uitvoeren van hare opdracht te helpen.

Zij zijn het bovendien eens om elkander, onder voorbehoud van de beschikkingen van hunne nationale wetgeving en der vereischten van de openbare gezondheid, alle gemak te verleenen om aan de aanvragen tot het overbrengen in

(1) Wetsontwerp, n° 145.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer de Liedekerke, bestond uit de heeren Berloz, Buyl, De Bue, Debunne, de Liedekerke, Fischer, Golenvaux, Jourez (Léon), Poncelet.

hun vaderland van de overblijfsels van hunne soldaten en hunne matrozen te voldoen.

ART. 226.

De grafsteden der krijgsgevangenen en der geïnterneerde burgers, tot een der oorlogvoerende Staten behorend, en in gevangenschap overleden, zullen behoorlijk onderhouden worden onder de voorwaarden voorzien in artikel 258 van onderhavig Verdrag.

De Verbonden en Geassocieerde Regeeringen eenerzijds, en de Duitse Regeering anderzijds, verbinden er zich daarenboven toe elkander onderling te verschaffen :

1^o De volledige lijst der overledenen, met al de tot het vaststellen van hunne eenzelvigheid nuttige inlichtingen ;

2^o Al de inlichtingen aangaande het getal en de plaats van de grafsteden van alle dooden die begraven werden zonder dat hunne eenzelvigheid vastgesteld werd.

Volstrekt gelijkvormige regels zijn opgenomen in de overige Vredesverdragen door België medeondertekend. Alzoo gebeurt het, dat de artikelen welke wij hebben overgeschreven, tekstueel worden weergegeven :

1^o In het Verdrag van Saint-Germain-en-Laye, op 10 September 1919, met Oostenrijk aangegaan, in de artikelen 116 en 119 ;

2^o In het Verdrag van Neuilly-sur-Seine, op 27 November 1919, met Bulgarije aangegaan, in de artikelen 171 en 172 ;

5^o In het Verdrag van Trianon, op 4 Juni 1920, met Hongarije aangegaan, in de artikelen 155 en 156.

De voor deze zaak geldende beginselen zijn dus van toepassing voor al de grafsteden der geallieerde of vijandelijke soldaten en matrozen, alsmede der in gevangenschap overleden krijgsgevangenen en burgerlijke geïnterneerden.

België moet zich daaraan onderwerpen voor op zijn grondgebied gelegen grafsteden van geallieerde of vijandelijke onderhoorigen, zooals de geallieerde of vijandelijke machten er zich moeten aan onderwerpen voor de stoffelijke overblijfsels van onze in hun bodem rustende medeburgers.

Onderhavig wetsontwerp heeft ten doel de rapatriëring te regelen van de lijken der in België begraven slachtoffers van den wereldoorlog.

Het bepaalt dat zij zal geschieden na machtiging van den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, die de wijze van vervoer bepaalt en zelf de toelating tot wederopgraving geeft.

De gemeenteoverheid zal dus haar wettelijke voorrechten niet kunnen inroepen om beletselen te stellen aan de wederopgravingen door de familielieden der slachtoffers aangezocht.

Uit hoofde der gevoelens van vaderlandsche en familiale vroomheid en van den eerbied aan de dooden van den Grooten Oorlog verschuldigd, verbiedt het wetsontwerp aan de gemeenten op dit lijkenvervoer de gewone wederopgravingsheffingen toe te passen. Zij mogen enkel de terugbetaling vorderen van de uitgaven die hun daardoor werkelijk veroorzaakt werden.

Men weet, dat de quaestie grootendeels en zonder moeite werd geregeld met de mogendheden die met ons en voor ons hebben gestreden.

De militaire begrafenisdienst, behorende tot het Departement van Landsverdediging, heeft er zich op toegelegd om, krachtens bestuursovereenkomsten, hetzij de stoffelijke overblijfselen der Fransche, Engelsche en Italiaansche in België begraven soldaten te verzamelen in gemeenschappelijke of bijzondere kerkhoven, hetzij om die te repatriëren, welke door de familieleden worden opgevorderd.

Aan de gemeenten werd, bij bestuurlijke omzendbrieven, kennis gegeven van de hooger vermelde voorwaarden van kosteloosheid, en alle hebben er zich naar gedragen zonder de minste moeite, gelukkig als ze waren, jegens onze geallieerde verdedigers, een plicht van dankbaarheid te vervullen.

Het was noodig een wetgevende maatregel te nemen om te vermijden dat, in geval van lijkenvervoer en van wederopgraving van vijanden, onze plaatselijke besturen, slecht ingelicht over de verbintenissen door België genomen in de Vredesverdragen, geen moeilijkheden zouden verwekken.

Het beginsel dat de quaestie overheerscht is de wederkeerigheid. Het Departement van Landsverdediging dringt aan op een spoedige goedkeuring van de wetsbepalingen die ons zijn voorgelegd, omdat het eerlang zal overgaan tot het repatriëren van de lijken van 3,000 in Duitschland begraven Belgen, militairen en burgers.

Men zal bemerkt hebben, dat het Verdrag van Versailles de verplichtingen der Contractanten vermeldt, inzake de eerbiediging en het onderhoud van de grafsteden der soldaten en matrozen, alsmede betreffende het vergemakkelijken van het repatriëren hunner stoffelijke overblijfselen. Voor de krijgsgevangenen en de burgerlijke geïnterneerden bepaalt het alleen de verplichting van behoorlijk de grafsteden te onderhouden en wederzijdsche hulp te verleen voor de vereenzelvingen.

In den beginne scheen de vraag te rijzen, of het repatriëren van deze krijgsgevangenen en geïnterneerden geen moeilijkheden zou ontmoeten.

Deze vraag werd opgelost in den meest gunstigen zin. Overal heeft men erkend dat men de andere slachtoffers van den oorlog heel en al diende gelijk te stellen met de militairen.

De Duitse wet van 11 Augustus 1922 geeft ons op dit punt heelemaal voldoening. Wij geven er hieronder eene vertaling van; men zal zien dat het ontwerp door de Regeering aan uw onderzoek onderworpen er op eerlijke en billijke wijze aan beantwoordt.

Zij luidt als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De vroeger vijandelijke Staten moeten de machtiging bekomen de lijken van hunne onderhoorigen van het leger of van de marine, evenals deze van de burgerlijke geïnterneerden die werden begraven op het grondgebied van het Rijk gedurende den wereldoorlog, over te brengen naar hun vaderland of naar de gemeenschappelijke kerkhoven in Duitschland.

ART. 2.

Noch het Rijk, noch de Staten, gemeenten, parochiën, inrichtingen of instellingen kunnen belastingen of kosten eischen voor de wederopgraving, het

vervoer en het weder begraven der lijken. Alleen de onkosten die werkelijk werden veroorzaakt kunnen terugbetaald worden.

De overeenkomsten gesloten tusschen de in het eerste lid genoemde overheden en de begrafenisondernemingen, welke aan deze laatsten zekere rechten, verleen en wat betreft de wederopgravingen, enz., zijn niet toepasselijk op het lijkenvervoer voorzien door deze wet.

Aanvragen tot vergoeding voor verlies der inkomsten bij de voorgaande bepalingen bedoeld, kunnen niet in aanmerking komen.

ART. 3.

De machtiging van den Minister van Binnenlandsche Zaken van het Rijk (Centraal inlichtingsbureau voor de verdwenen militairen en de militaire begraafsteden) is voldoende voor het afleveren der vereischte toelatingen tot het vervoer der lijken.

Het vraagstuk wordt echter niet tegenover Duitschland alléén gesteld. Door de onderscheidene verdragen wordt, zooals wij hebben gezien, het vraagstuk gesteld niet alléén tegenover onze Geallieerden, maar ook nog tegenover onze vijanden tijdens den Wereldoorlog.

Wij moeten namelijk niet vergeten dat op het vroeger Oostenrijksch grondgebied, evenals in Rusland, sommigen onzer broeders op het veld van eer zijn gevallen.

Men diende dus aan de wet een gansch algemeen karakter te geven en niet den schijn aan te nemen, de wet te doen afhangen enkel van de toepassing van het Verdrag van Versailles, zooals ten onrechte de titel van het ontwerp het zegt.

In overleg met het Departement van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, dat de gegrondheid onzer opmerkingen heeft erkend, stellen wij dus voor, den titel der wet te wijzigen als volgt :

« Wet tot bepaling der voorwaarden, waaronder tot het repatriëeren van de lijken der oorlogsslachtoffers kan overgegaan worden overeenkomstig de bepalingen der *Vredesverdragen*. »

Mits deze eenige wijziging stelt uwe Bijzondere Commissie u eenparig de goedkeuring van het ontwerp voor.

De Verslaggever,

FERN. GOLENTAUX.

De Voorzitter,

P. DE LIEDEKERKE.

